

Déclaration de Jacques Santer à l'occasion du dixième anniversaire de la signature des traités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal (9 juin 1995)

Légende: Le 9 juin 1995, dans une déclaration à l'occasion du dixième anniversaire de la signature des traités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes, Jacques Santer, président de la Commission européenne, souligne l'importance des efforts réalisés par l'Union européenne pour soutenir le développement des régions les plus défavorisées de la péninsule ibérique.

Source: RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [15.10.2007]. IP/95/587. Disponible sur <http://europa.eu/rapid/searchAction.do>.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_jacques_santer_a_l_occasion_du_dixieme_anniversaire_de_la_signature_des_traites_d_adhesion_de_l_espagne_et_du_portugal_9_juin_1995-fr-9263ad2f-5c4e-4e1c-bd88-153bc614178a.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Déclaration du président Santer à l'occasion du dixième anniversaire de la signature des traités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal (9 juin 1995)

"Nous fêtons le 12 juin le dixième anniversaire de la signature des Traités qui ont fait adhérer l'Espagne et le Portugal à la grande aventure qu'est l'Union européenne.

Pour les Espagnols et les Portugais, l'adhésion a permis de réaliser les aspirations légitimes de peuples désireux de réinscrire leurs destins dans celui d'un continent qui porte leur empreinte. L'Europe, pour sa part, accueillait deux jeunes démocraties, pleines de vitalité et d'enthousiasme pour l'idée européenne.

Dix ans plus tard, l'Espagne et le Portugal ont pleinement consolidé, dans le cadre européen, leurs systèmes politiques, leurs institutions démocratiques et leur prestige en Europe et dans le monde, tout en apportant à l'Union leurs relations privilégiées avec le sud de la Méditerranée, l'Afrique et l'Amérique latine.

Du point de vue économique, l'Espagne et le Portugal ont connu au cours de la dernière décennie des bouleversements sans précédent. Les deux pays se sont ouverts et ont profondément modernisé leurs structures dans un contexte de concurrence accrue. Cela n'a pas toujours été sans mal, à l'instar d'ailleurs de ce qui s'est passé dans les autres pays européens.

Cependant, cette adaptation, nécessaire, de l'économie espagnole et portugaise, a été accompagnée d'un effort extrêmement important de la part de l'Union, à travers la contribution des fonds structurels et du fonds de cohésion, expression de la solidarité de l'Union inscrite dans les Traités. Entre 1994 et 1999, l'Espagne et le Portugal bénéficieront ainsi de plus de 48.000 millions d'Ecus. Derrière l'abstraction des chiffres, cela signifie des réalisations concrètes d'infrastructures, le soutien au développement des régions les plus défavorisées et surtout l'amélioration de la qualité de vie des populations.

Evidemment, il serait simpliste de tirer de l'adhésion un bilan triomphaliste. Comme pour d'autres pays, des problèmes importants restent à résoudre. Trouver une solution au très grave problème du chômage, surtout des jeunes, résoudre les déséquilibres qui subsistent pour permettre le passage à la monnaie unique, réaliser une meilleure compétitivité, tout en maintenant le modèle social européen, voilà les tâches auxquelles nous devons nous atteler.

Dans ce contexte difficile, marqué par l'incertitude du lendemain, je comprends que l'opinion publique exprime des doutes vis-à-vis des institutions et de l'action communautaires. A cela je réponds qu'aucun Etat ne peut faire face seul aux défis du monde actuel et que la solidarité entre les Etats membres de l'Union est absolument prioritaire. Elle constitue la base de l'intégration européenne. Nous devons la sauvegarder. L'Europe est forte quand elle parle d'une seule voix.

Cela est d'autant plus important face aux défis de l'avenir. La Conférence intergouvernementale qui débutera l'année prochaine sera une étape cruciale pour le destin de notre continent. Elle devra résoudre deux grandes questions :

- comment faire une Europe des et pour les citoyens, avec des institutions plus démocratiques et plus transparentes;
- comment rendre les institutions de l'Union plus efficaces et cohérentes, afin de permettre l'élargissement de l'Union aux pays du Centre et de l'Est de l'Europe;

Pour répondre à ces deux questions, pour préparer l'Europe du vingt-et-unième siècle, il nous faudra, avant toute chose, une volonté commune. Je suis persuadé que cette volonté sera largement nourrie par les peuples espagnol et portugais".

* * *